

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT



DOCUMENT DE PROJET
HCFC-Phase V du Renforcement institutionnel

Intitulé du projet: HCFC Phase V du Renforcement institutionnel**Numéro du projet:** 00147169**Partenaire de réalisation¹:** Ministère de l'Environnement**Date de démarrage:** Décembre 2022**Date de finalisation:** Novembre 2024**Date de réunion du CAP:****Description succincte**

Ce projet s'inscrit dans la continuité du projet de renforcement institutionnel et a pour objet de contribuer au renforcement du Bureau National Ozone (BNO) afin que, sur la période 2022-2024, il puisse atteindre ses objectifs de planification, pilotage et de suivi de l'ensemble des activités des stratégies d'Haïti pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, conformément aux objectifs convenus dans le Protocole de Montréal.

Le Gouvernement Haïtien poursuivra ses efforts pour s'acquitter de ses obligations en vertu du Fonds Multilatéral pour l'implémentation du Protocole de Montréal et éliminer la consommation de Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal selon le calendrier convenu. Le renouvellement de cet engagement à travers ce nouveau projet permettra au BNO de poursuivre la mise en œuvre des plans et des activités nécessaires pour se conformer aux engagements internationaux assumés par le Pays lors de la ratification du Protocole de Montréal.

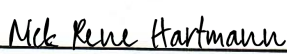
Effet visé UNDAF/CPD : Les institutions nationales, régionales et locales, et la société civile renforcent la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, la résilience des territoires et de la population, en particulier des plus vulnérables, face aux désastres naturels, au changement climatique et aux crises humanitaires en vue d'assurer un développement durable

Produit(s) applicable(s) du Plan stratégique du PNUD : Les capacités institutionnelles et le cadre normatif et programmatique sont renforcés en matière de développement territorial et de gestion de l'environnement

Produit(s) indicatif(s) avec marqueur genre: GEN2

Total des ressources nécessaires :	128,000
Total des ressources allouées :	128,000
	TRAC du PNUD :
	Donateur (MLF) : 128,000
	Gouvernement (Appports en nature)
À financer :	-

Approuvé par (signatures):

Gouvernement	Programme des Nations Unies pour le Développement
 James CADET Ministre de l'Environnement	DocuSigned by:  Nick Rene HARTMANN Représentant Résident, PNUD HAÏTI
Date : 27/12/2022	Date : 28/12/2022

I. PROBLÉMATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Haïti compte environ 11,9 millions d'habitants². Le pays a ratifié tous les amendements au Protocole de Montréal, sauf l'Amendement de Kigali qui a été retardé par de fréquents changements au niveau de la haute hiérarchie du ministère de l'Environnement. Le gouvernement Haïtien travaille actuellement sur le processus de ratification de l'Amendement de Kigali pour le contrôle des HFC.

Le Ministère de l'Environnement est le coordonnateur de la mise en œuvre du Protocole de Montréal, sous l'égide duquel un Bureau National d'ozone (BNO) a été établi pour coordonner les activités au niveau opérationnel. Le gouvernement d'Haïti a émis en 2008 un décret national qui a établi notamment un système d'autorisation et de contingentement visant à réglementer les importations de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), y compris les HCFC. Haïti a appliqué ce décret et a réussi à éliminer tous les CFC avant la fin de 2009. Le gouvernement prévoit d'amender le décret pour inclure les exportations de HCFC et les mélanges avec HCFC dans le système d'autorisation.

Le Ministère de l'Environnement étant l'instance responsable de la mise en œuvre du Protocole de Montréal, il exerce cette attribution au travers du Bureau National Ozone (BNO). Le BNO agit sous la supervision du ministre de l'Environnement. Le BNO assure la coordination des activités de formation, de sensibilisation et maintient un contact régulier avec les parties prenantes en vue du respect des engagements du pays au titre du Protocole de Montréal et d'une transition ordonnée aux alternatives inoffensives pour l'ozone et le climat.

ETATS DES LIEUX :

Durant les phases antérieures, des résultats clés ont été atteints tels que : formation de 144 Agents Douaniers, Acquisition et distribution de 7 identificateurs de réfrigérants à l'Administration Générale des Douanes.

Malgré les instabilités politiques et les retards d'exécution, l'année 2021 fut marquée par une célébration spectaculaire de la Journée Mondiale de l'Ozone avec la participation des techniciens frigoristes et des experts nationaux et internationaux.

Le tableau suivant résume les phases précédentes mises en œuvre par le PNUE.

Phases	Durée	Financement du Fonds multilatéral (approuvé)	Financement du Fonds multilatéral (décaissé)
I	Nov. 2002 - July 2006	150,000 USD	150,000 USD
II	Nov. 2006 – Nov. 2008	100,000 USD	100,000 USD
III	Dec. 2009 – Nov. 2016	100,001(54,167 + 45,834) USD	70,863USD*
Aide d'urgence supplémentaire pour le renforcement institutionnel	Sep 2011 – Dec 2014	20,000 USD	18,531USD**
IV	Feb. 2017 – Apr. 2022	128,000 USD	61,500USD***

* \$29,138 ont été renvoyés à la 84e réunion.

** \$ 1,469 ont été renvoyés à la 75e réunion.

*** \$66,500 sera renvoyé à la 90e réunion.

II. STRATÉGIE

Ce document présente la stratégie de mise en œuvre de la Phase V du Renforcement Institutionnel pour Haïti. A travers cette phase, le PNUD apportera un appui au BNO pour la période 2022-2024. La stratégie portera sur les activités et les actions pertinentes pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal. L'accent sera mis sur la création du Groupe Thématique Ozone-Changement climatique au sein du CNCC qui aura pour mission de supporter la mise en œuvre du Protocole de Montréal Relatif à des Substances qui appauvrissent la couche d'Ozone en Haïti. La planification, l'organisation, la mise en œuvre et la coordination de toutes les activités seront réalisées par le gouvernement haïtien à travers le BNO, afin d'implémenter la stratégie nationale de contrôle des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et avec des activités liées au contrôle des HFC par le biais de l'Amendement de Kigali.

DS

MF

DS

NRH

Le BNO est le bureau **au sein** du Ministère de l'Environnement qui coordonne les actions visant à réduire la consommation de substances contrôlées par le Protocole de Montréal et collabore étroitement avec d'autres acteurs tels que les importateurs de substances et d'équipements contenant certaines substances contrôlées par le Protocole de Montréal et est également responsable de la mise en œuvre des projets approuvés par le ExCom. La Phase V du Renforcement Institutionnel est d'une importance fondamentale pour le pays puisqu'elle permettra de continuer avec les activités pour l'accomplissement des orientations établies par le Protocole de Montréal. **Un appui sera donné pour élaborer les termes de référence du groupe thématique susmentionné et faciliter son fonctionnement**

De concert avec la stratégie correspondante, le gouvernement d'Haïti propose de mettre en œuvre les activités suivantes pendant la phase V :

1. Adoption/mise en œuvre de la législation et de la réglementation sur les Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal pour réglementer et surveiller leur consommation.
2. Collecte de données efficace et remise des rapports dans les délais prescrits.
3. Consultations et coordination avec d'autres agences/parties prenantes nationales.
4. Surveillance de la mise en œuvre des activités d'élimination et de la réduction de la consommation de Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal dans les délais prescrits.
5. Sensibilisation et mise en commun d'informations.
6. Coopération régionale et participation aux réunions du Protocole de Montréal.

Le Renforcement Institutionnel avec l'appui du PNUD permettra au Bureau National Ozone d'atteindre ses objectifs de réduction des substances contrôlées par le Protocole de Montréal.

III. **RÉSULTATS ET PARTENARIATS**

Résultats escomptés

Au cours de la prochaine phase du projet, phase V, le Bureau National d'Ozone poursuivra son programme de travail et Haïti vise à maintenir la réduction de 35 % des HCFC obtenue en 2020 et à se préparer à la grande réduction de 67,5 % qui doit être atteinte d'ici 2025 grâce à l'application continue de la législation nationale et à l'acquisition du personnel et des consultants nécessaires pour soutenir la mise en œuvre des projets du Protocole de Montréal en Haïti.

Au cours de la prochaine période, le Bureau National d'ozone se concentrera sur la collecte et la notification en temps opportun des données sur la consommation des substances réglementées du Protocole de Montréal au secrétariat de l'ozone et du fonds multilatéral ; renforcer les capacités des agents des douanes avec un accent particulier sur les agents de sexe féminin ; renforcer les capacités des techniciens et techniciennes pour permettre la transition vers des alternatives efficaces à faible potentiel de réchauffement global ; et soutenir l'association nationale de réfrigération. L'accent sera également mis sur le développement d'une campagne d'éducation et de sensibilisation du public adaptée aux circonstances particulières d'Haïti et aux impacts de ces résultats sur les hommes et les femmes, ainsi que sur le renforcement des relations avec les parties prenantes nationales qui sont essentielles à la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Haïti. Un défi important consiste à parvenir à la ratification de l'amendement de Kigali à court terme, à parvenir à l'inclusion des HFC dans le système de quotas et de licences pour l'année 2024 et à lancer le programme de réduction des HFC.

Le Bureau National d'ozone continuera à participer activement au réseau régional et aux réunions du Protocole de Montréal.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats escomptés

La Phase V du Renforcement Institutionnel dispose d'un budget de 128 000 USD du Fonds Multilatéral aux fins de poursuivre la mise en œuvre du plan et des activités pour maintenir l'objectif de réduction de 35% de HCFC pour la conformité au Protocole de Montréal.

Partenariats

Le projet implique de forts besoins de coordination entre les différentes parties prenantes pour atteindre les objectifs nationaux d'Haïti. Les principaux acteurs et leurs rôles sont indiqués ci-dessous:

Le gouvernement haïtien, représenté par le ministère de l'Environnement et son Bureau National d'Ozone

DS

MF

DS

MF

un accord contraignant avec le Comité exécutif du Fonds multilatéral. Le gouvernement est également responsable, en tant que partenaire du PNUD, de la mise en œuvre du projet, du suivi et de la communication des résultats. Le BNOtravaillera sous la direction directe du Gouvernement avec l'appui technique du PNUD pour mettre en œuvre les composantes du projet.

Le projet sera supporté par le PNUD qui sera chargé de fournir un appui technique et administratif dans la mise en œuvre du projet. Le PNUD sera également responsable de contrôler la qualité des rapports sur le projet et de la vérification indépendante de la réalisation des objectifs d'élimination des Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal visés par l'Accord, à la demande du Comité exécutif.

Plusieurs organismes gouvernementaux, organismes autonomes, les institutions régionales / départementales devront participer à la mise en œuvre de ce projet, notamment les institutions chargées de l'importation et de l'exportation de produits chimiques, les autorités douanières, les organismes de surveillance de l'environnement (ONG), le Ministère du Commerce et de l'Industrie et les autorités de coopération internationale. Leurs rôles seront définis sous des composantes spécifiques du projet. Ils seront également impliqués à différents moments du lancement du projet, du suivi de la mise en œuvre et d'autres activités spécifiques du projet. Le projet vise à maintenir la coordination et la consultation entre les parties prenantes à travers les actions indicatives ci-dessous et leur fréquence répartie sur toute la durée du projet.

Risques et hypothèses

Les principaux risques identifiés sont les suivants :

Risque 1 : Ne pas maintenir la réduction de 35 % de la consommation d'HCFC par rapport à la valeur de référence atteinte en 2021 est un risque permanent. Cependant, on s'attend à ce qu'avec les actions du projet, il y ait un bon contrôle de la consommation de HCFC.

Risque 2 : Retards dans les ateliers de formation pour les fonctionnaires des douanes ou dans la participation aux réunions en raison des blocages des rues.

Implication des parties prenantes

Le projet comportera une coordination étroite entre le gouvernement, les utilisateurs finaux, les associations techniques et les agences d'implémentation, soit le PNUE et le PNUD. La participation et la coordination des personnes intéressées par le projet constituent la base de l'élimination systématique et durable des HCFC. Les responsabilités de chaque intervenant et la manière dont ils participeront à la mise en œuvre du projet ont été détaillés dans la section "Partenariats" ci-dessus. Le projet devrait être perçu comme un mécanisme contribuant au développement des activités des bénéficiaires, notamment des utilisateurs finaux. Grâce à l'appui financier et technique, processus systématique de mise en œuvre du projet, il est prévu d'atteindre les objectifs d'élimination des HCFC en s'attaquant aux problèmes. La création du groupe thématique Ozone-Changement Climatique au sein du Comité National sur les Changements Climatiques permettra de mieux engager les parties prenantes dans les discussions et décisions.

Coopération Sud-Sud et triangulaire

L'échange de données d'expérience sur la mise en œuvre des PGEH entre pays présentant des caractéristiques similaires s'est révélé être une source d'information utile pour adapter les processus et ajuster les normes et procédures facilitant la mise en œuvre des objectifs d'élimination des Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal et la promotion de solutions de remplacement. Ceci tout en visant minimiser les effets négatifs à la couche d'ozone, ce qui contribue également à réduire les effets du changement climatique.

Pendant la mise en œuvre du projet, les espaces les plus appropriés seront identifiés pour connaître les expériences d'autres pays par exemple, le réseau des responsables de l'ozone organisé par ONU Environnement et gérer la visite d'experts de pays d'Amérique latine et de pays de la région.

Connaissance

Les résultats du projet seront périodiquement rapportés au Comité exécutif et en ce qui concerne les produits de connaissance, des manuels actualisés de bonnes pratiques en réfrigération seront générés, des guides pour les agents des douanes sur l'identification des Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal, ainsi que différents moyens

DS

MF

DS

MF

Durabilité et mise à l'échelle

Le projet renforcera les systèmes nationaux et la capacité de contrôle des importations de produits chimiques appauvrissant la couche d'ozone, principalement par la formation des agents des douanes. L'élimination des HCFC garantit qu'Haïti atteindra les objectifs énoncés dans le projet et donc ses engagements en vertu du Protocole de Montréal. De plus, une assistance technique et financière aux utilisateurs finaux pour mettre en œuvre la technologie sans HCFC dans leurs processus leur permettra de se concentrer sur une stratégie d'économie verte qui a des avantages directs pour leurs clients, les utilisateurs et le grand public, ainsi qu'un retour économique positif pour le pays.

Effectivité et efficacité des coûts

Le projet de renforcement institutionnel de la phase V est un pilier fondamental dans l'élimination des substances contrôlées par le Protocole de Montréal. Les actions proposées dans celui-ci visent à modifier le comportement de la consommation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, à partir de la ligne de base et d'un niveau de réduction de la consommation de ces substances, défini par le protocole de Montréal.

Le Renforcement Institutionnel Phase V fournit un soutien et une assistance au BNO pour l'accomplissement de la consommation nationale, ceci à travers le renforcement des capacités des douanes, la formation des techniciens du secteur RAC, dans la formulation des licences et des quotas pour l'importation des substances contrôlées par le Protocole de Montréal et par des campagnes de sensibilisation auprès des parties prenantes et de la population en général.

Ce projet fait partie des actions de collaboration du PNUD en Haïti, conformément au plan d'action du programme de pays 2017-2021. Il sera exécuté selon les modalités de support à la mise en œuvre nationale (*Support to NIM*).

- Le PNUD veillera à la transparence de l'exécution du projet en appliquant les normes internationales en matière d'achat de biens et de services, de suivi, d'évaluation et d'audit. Cela garantira également la neutralité et favorisera la recherche de solutions consensuelles.
- Le PNUD aidera à sélectionner et à recruter des consultants pour soutenir la mise en œuvre des activités du projet.

Afin de couvrir les coûts directs totaux liés à la mise en œuvre du présent descriptif de projet, le projet assumera les coûts associés au soutien offert par le PNUD conformément aux dispositions de la politique d'entreprise en vigueur concernant le recouvrement des coûts directs.

Les processus liés à la mise en œuvre du projet doivent être conformes aux dispositions du "Manuel national de mise en œuvre pour les projets de coopération avec le PNUD", pour lequel il est convenu de signer une lettre d'accord (LOA), qui détaillera les services qui seront fournis directement par le PNUD et les activités et responsabilités de chaque partie pour la réalisation des résultats du projet.

En outre, tous les coûts directs de la mise en œuvre confiée au PNUD feront l'objet d'un recouvrement selon les mêmes règles que le plan d'action du document de programme de pays (PADPP), ainsi que de la politique du PNUD en matière de recouvrement des autres coûts.

En raison des fluctuations du taux de change par rapport au dollar des États-Unis, les pertes ou les gains sur les éléments suivants peuvent être calculés :

Coûts partagés : lors d'une modification du taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies à la suite d'une dévaluation ou d'une réévaluation de la monnaie, les soldes restants en monnaie locale non utilisés par le Trésor du PNUD sont sujets à une réévaluation. Les pertes ou gains résultant de cette réévaluation seront répartis entre les projets qui ont déposé leurs contributions pendant la période limite de change des Nations Unies, en tenant compte des soldes restants entre les fonds déposés et les avances de fonds ou les paiements directs effectués au cours de la période. Dans tous les cas, cette procédure est soumise aux dispositions de la Trésorerie centrale du PNUD.

Soldes restants des avances de fonds : Les soldes restants non utilisés au moment de la modification du taux de change opérationnel actuel des Nations Unies seront réévalués. Les pertes ou gains résultant des différences de change proviendront de cette réévaluation.

Paiements effectifs : Il s'agit des paiements réellement effectués par le PNUD au taux de change opérationnel des Nations Unies, différent de la comptabilité des dépenses (connu dans ATLAS en tant que gains ou pertes réalisés).

Le PNUD, en sa qualité d'agence de coopération en appui et d'agent d'exécution responsable du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal, fournira l'assistance technique requise, veillera à que les produits soient réalisés conformément au plan et soutiendra la résolution des imprévus qui surviennent pendant sa mise en œuvre.

DS

MF

DS

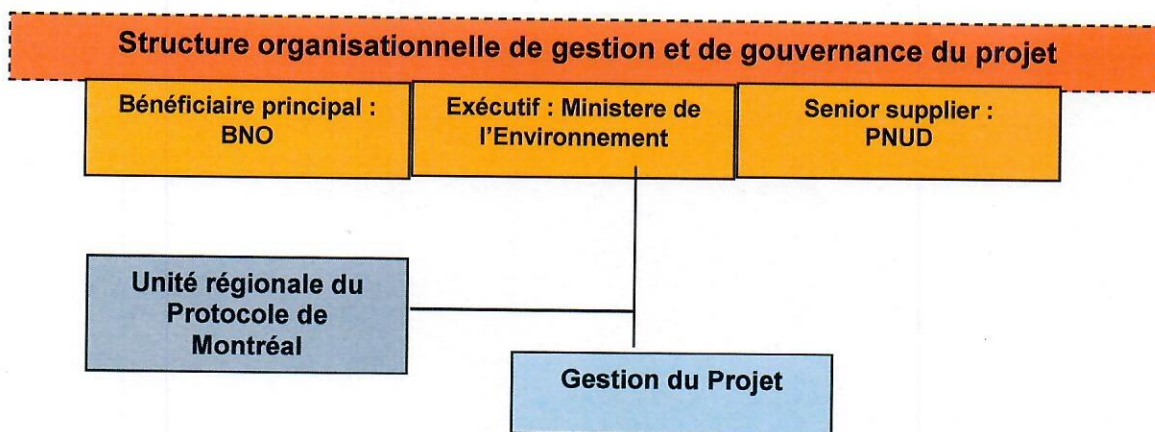
MRH

Avec l'assistance opérationnelle du PNUD, l'efficacité des coûts de processus et de recrutement sera favorisée, articulant les initiatives menant à une gestion efficace du budget.

IV. MODALITÉS DE GOUVERNANCE ET DE GESTION

Ce projet sera mis en œuvre conformément à la modalité de support à la mise en œuvre nationale (*support to NIM*). Cette modalité a été considérée comme étant le mécanisme le plus souple et le plus efficace en fonction de (a) la brièveté des délais, jusqu'en Décembre 2024 ; (b) la taille réduite du projet (n'excédant pas 100 000 dollars) ; et (c) les capacités du BNO.

Le PNUD sera en support à l'exécution du projet et fournira des services directs au projet (DPS), conformément à ses politiques et à sa convenance. Les coûts des DPS sont ceux encourus par le PNUD pour la fourniture de services qui sont axés sur l'exécution et qui peuvent être retracés intégralement à la livraison des intrants du projet. Ils se rapportent aux activités de soutien opérationnel et administratif menées par le PNUD. Les DPS incluent la fourniture des services estimés suivants : i) les paiements, les décaissements et autres transactions financières ; ii) Recrutement de personnel, de personnel de projet et de consultants ; iii) Acquisition de services et d'équipement, y compris son élimination ; iv) Organisation d'activités de formation, de conférences, d'ateliers, et de bourses d'études ; v) autorisations de voyage, demandes de visa, billetterie et organisation des voyages ; vi) expédition, dédouanement, immatriculation des véhicules et accréditation. Ces coûts de service sont affectés au coût de gestion du projet, identifiés dans le budget du projet en tant que coûts directs du projet. Les coûts directs du projet admissibles ne doivent pas être facturés comme un pourcentage fixe, mais doivent être calculés sur la base des coûts réels estimés ou fondés sur les transactions et doivent être imputés aux codes de compte des coûts directs du projet :74596 - « Services aux projets-GOE pour CO ».



DS

MF

DS

NRH

CADRE DE RÉSULTATS³

é tel qu'il est énoncé dans le PNUAD/Cadre de ressources et de résultats du Programme Pays : Les institutions nationales, régionales et locales, et la société civile renforcent la gestion durable des ressources naturelles et de inement, la résilience des territoires et de la population, en particulier des plus vulnérables, face aux désastres naturels, au changement climatique et aux crises humanitaires en vue d'assurer un développement durable

s) applicable(s) du Plan stratégique du PNUD : Les capacités institutionnelles et le cadre normatif et programmatique sont renforcés en matière de développement territorial et de gestion de l'environnement et numéro Atlas du projet : « HCFC_Phase V du Renforcement institutionnel » / PID 00147169

TS PTÉS	INDICATEURS DE PRODUIT ⁴	SOURCE DONNÉES	SITUATION RÉFÉRENCE		CIBLES (Ton PAO)				MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES ET RISQUES Y RELATIFS
			Valeur	Année	2022	2023	2024	FINAL	
1 ment nnel D 6	Act 1 : Adoption/mise en œuvre de la législation et de la réglementation sur les Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal pour réglementer et surveiller la consommation de SAO 1.1. Mise en place de systèmes de permis et de quotas pour les HCFC 1.2. Application des mesures de réglementation pour maintenir l'élimination des CFC 1.3. Surveillance du commerce illicite de Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal 1.4. Ratification des Amendements au Protocole de Montréal	Rapports BNO	2.36	2021	2.36	2.36	2.36	2.36	Rapports BNO
	Act 2 : Collecte de données efficace et remise des rapports dans les délais prescrits 2.1. Surveillance douanière des importations/exportations 2.2. Communication des données en vertu de l'article 7 2.3. Communication des données à travers le programme pays	RapportsArticle 7 et programme pays							Rapports Article 7 et programme Pays
	Act 3 : Consultations et coordination avec d'autres parties prenantes nationales 3.1. Réunions du comité de pilotage 3.2. Réunions avec les associations sectorielles	Programme pays							Programme Rapports du BNO pays,
	Act 4 : Surveillance de la mise en œuvre des activités d'élimination et de la réduction de la consommation de Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal dans les délais 4.1. Mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale 4.2. Mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC	Rapports du BNO, Article 7 et Programme Pays							Rapports du BNO, Article 7 et Programme Pays
	Act 5 : Sensibilisation et partage d'informations 5.1. Diffusion d'informations aux principales parties prenantes (axée genre) 5.2. Journée internationale de l'ozone	Rapports du BNO							Rapports du BNO
	Act 6 : Coopération régionale et participation aux réunions du Protocole de Montréal 6.1. Participation au réseau régional 6.2. Groupe de travail à composition non limitée / Réunion des Parties (axée genre)	Rapports du BNO							Rapports du BNO
	Act 7 : Gestion de projet : Soutien Technique, Administratif et Matériel	Rapports du BNO et du PNUD	2.36	2021	2.36	2.36	2.36	2.36	Rapports du BNO et du PNUD

D publie des informations sur ses projets (indicateurs, situations de référence, cibles et résultats) pour respecter les normes de l'initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). On veillera à employer des indicateurs SMART (spécifiques, les, réalisables, pertinents et limités dans le temps), à fournir des situations de référence précises et des cibles reposant sur des données fiables et sur des preuves crédibles. On évitera aussi les acronymes de manière à ce que le public externe comprenne nt les résultats du projet.

commandé que les projets utilisent les indicateurs de produits issus du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources (IRRF) du Plan stratégique du PNUD, selon qu'ils soient pertinents, des indicateurs de résultats spécifiques du projet. Il ira éventuellement de ventiler les indicateurs par sexe ou selon les autres groupes cibles.



SUIVI ET ÉVALUATION

Formément aux procédures établies par le PNUD, le suivi et l'évaluation du projet seront effectués par le ministère de l'Environnement via le BNO et le Bureau Pays PNUD-Haïti, et le soutiendra le Bureau du Protocole de Montréal/PNUD. Cela comprend la préparation par le BNO des rapports d'avancement annuels ainsi que d'un rapport d'achèvement de projet. Les rapports annuels seront remis au FMPM.

Le Bureau régional du PNUD, par l'intermédiaire du Bureau du Protocole de Montréal, soutiendra le projet dans toutes ses phases, en fournissant principalement des conseils techniques et en servant de mécanisme de transmission vers et depuis le Protocole de Montréal.

Le ministère de l'Environnement, dans l'exercice de leurs fonctions, effectueront au moins une visite conjointe de suivi du projet par an. En outre, des réunions conjointes et organisées périodiquement pour vérifier l'avancement du projet, dont la fréquence variera selon les besoins, en tenant au moins une réunion par an.

Le projet sera audité au moins une fois au cours de son cycle de vie, conformément aux procédures d'audit du PNUD. Les ressources nécessaires à sa réalisation doivent être prévues dans le budget du projet. La conformité aux recommandations de l'audit sera la responsabilité de la direction du projet et sera contrôlée par le PNUD.

de suivi

ité de suivi	Objet	Fréquence	Action prévue	Partenaires Éventuels	Coût Éventuel
évaluation	Recueillir et analyser les données sur les progrès par rapport aux indicateurs de résultats du RRF afin de déterminer les progrès du projet vers l'obtention des produits convenus.	ANNUUELLEMENT	Intervention de la direction du projet en cas de progrès plus lents que prévus.	PNUD / BNO	Interne
ion des	Identifier les risques spécifiques susceptibles de menacer l'atteinte des résultats prévus. Identifier et suivre les mesures de gestion des risques au moyen d'un registre des risques. Ceci comprend les mesures et les plans de suivi qui ont pu être requis selon les normes sociales et environnementales du PNUD. Des audits seront réalisés conformément à la politique d'audit du PNUD pour gérer les risques financiers.	ANNUUELLEMENT	La direction du projet identifie les risques et prend des mesures de gestion de ces risques. Elle veille à la tenue et à l'actualisation du registre des risques pour assurer le suivi des risques repérés et des mesures prises.	PNUD / BNO	Interne
ion des	Les connaissances, les bonnes pratiques et les enseignements seront dégagés périodiquement des activités du projet ainsi que recherchés activement auprès d'autres projets et de partenaires puis réintégrés dans le projet.	ANNUUELLEMENT	L'équipe du projet dégage les leçons appropriées et en tient compte pour éclairer les décisions de gestion.	PNUD / BNO	Interne
rance qualité	La qualité du projet sera évaluée par rapport aux normes de qualité du PNUD pour repérer les forces et les faiblesses du projet et pour éclairer la prise de décisions de gestion afin d'améliorer le projet.	ANNUUELLEMENT	La direction du projet examine les forces et les faiblesses du projet et en tient compte pour éclairer ses décisions et améliorer les performances du projet.	PNUD / BNO	Interne
ion	Revue interne des données et des preuves issues de toutes les actions de suivi afin d'éclairer la prise de décisions.	ANNUUELLEMENT	Les données sur les performances, les risques, les leçons et la qualité font l'objet d'un examen du comité de pilotage et sont utilisées pour prendre des mesures correctives.	PNUD / BNO	Interne
ort du projet	Un rapport d'avancement sera présenté au comité de pilotage du projet et aux parties prenantes clés qui comprendra les données sur les résultats obtenus au regard des cibles annuelles prédéfinies au niveau des produits, le résumé d'évaluation annuel de la qualité du projet. Un registre des risques actualisé avec indication des mesures d'atténuation et tous les rapports d'évaluation et de revue établis au cours de la période considérée.	ANNUUELLEMENT et à la fin du projet (rapport final)	Le Bureau d'exécution du PGEH rédigera un rapport d'activités.	PNUD / BNO	Interne
e du projet	Le mécanisme de gouvernance du projet (comité de pilotage) effectuera des revues périodiques du projet pour en évaluer la performance et examiner le Plan de travail pluriannuel afin de garantir le réalisme des budgets pour la durée du projet. La dernière année du projet, le comité de pilotage effectuera une revue du projet pour dégager les leçons à retenir, examiner les possibilités	ANNUUELLEMENT	Il convient que le comité de pilotage examine toutes les préoccupations relatives à la qualité et à la lenteur de l'avancement du projet et que des mesures de gestion soient prises pour	PNUD / BNO	Interne

	d'amplification d'échelle et diffuser les résultats et les enseignements à retenir du projet auprès des publics concernés.		traiter les problématiques mises en évidence.	
--	--	--	---	--

le travail pluriannuel⁵⁶

DUITS COMPTÉS	ACTIVITES	PARTIE RESPONSABLE	Budget prévu par année			Montant
			Source de financement	Poste budgétaire	Description budgétaire (2022, 2023 et 2024)	

ditions et classifications des coûts pour que les coûts relatifs au programme et à l'efficacité du développement soient imputés au projet sont énoncées dans la décision DP/2010/32 du Conseil d'administration.

ifications apportées au budget d'un projet qui affectent la portée (produits), la date d'achèvement ou les coûts estimatifs totaux du projet nécessitent une révision budgétaire formelle qui doit être signée par le comité de pilotage du projet. Dans les autres

irecteur de programme du PNUD peut signer seul la modification, à condition que les autres signataires n'y opposent aucune objection. Cette procédure est applicable, par exemple, lorsque le but de la modification n'est que de réévaluer les activités

: années.

Act 1: Adoption/mise en œuvre de la législation et de la réglementation sur les Substances Contrôlées par le Protocole de Montréal pour réglementer et surveiller la consommation de SAO	BNO/UNDP	MLF (63030)	71300	Consultant légal pour l'élaboration de la réglementation nécessaire pour garantir la réduction des HCFC de 67.5 % à partir de l'année 2025. Elaboration des termes de référence actualisés du Groupe Thématique Ozone-Changement Climatique au sein du CNCC	\$12,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	75700	Maintien de la réduction de 35 % atteinte en 2020 : Coordination des actions avec les importateurs, les autorités de contrôle et les utilisateurs finaux (3 ateliers), Réunions avec douanes (2 par année), Mener les actions nécessaires pour qu'Haiti ratifie l'Amendement de Kigali (2 ateliers), Realisation des activités du Groupe Thématique Ozone-Changement Climatique au sein du CNCC et les parties prenantes (2 ateliers)	\$6,000.00
	Sous-Total Act 1				\$18,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71200	Améliorer le suivi de la base de données de toutes les substances contrôlées dans le cadre du Protocole de Montréal, grâce à l'appui d'un consultant international du PNUD (71200)	\$4,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71300	Collecte des données d'importation pour les années 2022, 2023 et 2024 et Collecte des données d'importation pour les années 2022, 2023 et 2024	\$10,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	74525	Frais divers	\$2,000.00
Sous-Total Act 2					\$16,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71300	Coordonnateur des consultations	\$7,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	75700	Appui à la réalisation des réunions du Groupe Thématique Ozone-Changement Climatique au sein du CNCC comprenant, outre des représentants de l'industrie, l'Association des techniciens en réfrigération, des représentants des centres de formation technique et le Collège médical (2 ateliers), Intégration de l'association des industries audit (3 ateliers)	\$4,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	74525	Frais divers	\$1,000.00
Sous-Total Act 3					\$12,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71200	Soutenir la formation du personnel des douanes, des agents des douanes et du contrôle aux frontières.	\$5,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71300	Formation continue pour les techniciens frigoristes et les agents douaniers.	\$10,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	75700	4 Ateliers prévus dont 3 pour les techniciens frigoristes sur l'utilisation des réfrigérants naturels à faible potentiel de réchauffement global. Un atelier a l'intention des agents douaniers et des commissionnaires sur le système harmonisé d'identification et d'étiquetage des réfrigérants	\$7,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71600	Frais de voyage & Per diem pour les déplacements à l'interne	\$4,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	74525	Frais divers	\$1,000.00
Sous-Total Act 4					\$27,000.00
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71300	Coordonnateur des activités de sensibilisation	\$6,000
	BNO/UNDP	MLF (63030)	75700	Activités de sensibilisation auprès des ONG, propriétaires d'entreprises et du grand public, Organisation de deux ateliers de parties prenantes afin de sensibiliser sur l'élimination des HCFC et de la disponibilité de faible GWP et l'efficacité énergétique des alternatives respectueuses. Chaque atelier sera organisé pour 20-30 participants, Commémoration chaque année de la Journée internationale de la préservation de la couche d'ozone.	\$13,000
	BNO/UNDP	MLF (63030)	74525	Frais divers	\$2,000
Sous-Total Act 5					\$21,000
	BNO/UNDP	MLF (63030)	71600	Participation aux réunions des Points focaux ozone de l'Amérique latine et des Caraïbes, Participation aux conférences des parties en 2022 et 2023.	\$6,000
Sous-Total Act 6					\$6,000

Act 7 : Gestion de projet Assistant Technique/ support aux activités du projet	UNDP	MLF (63030)	71400	Assistant Technique/ support aux activités du projet	\$12,000
Equipement	UNDP	MLF (63030)	72800	Equipements de bureau	\$7,000
Fournitures	UNDP	MLF (63030)	72300	Fournitures de bureau	\$4,000
Coûts directs au projet	UNDP	MLF (63030)	63497/ 74596	Support administratif	\$5,000
Sous-Total Act 7					\$28,000
IL Projet					128,000.00

ase V du Renforcement Institutionnel d'Haïti sera évaluée selon les règles du Fonds Multilatéral du Protocole de Montréal avec le soutien du Bureau du Protocole de Montréal du D basée au Centre Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.



VII. CADRE JURIDIQUE

Le présent Document de projet est l'instrument défini à l'article 1 de l'Accord de base type en matière d'assistance (« SBAA ») entre le gouvernement d'Haïti et le PNUD, signé le 28 Juin 1973. Toutes les références faites dans le SBAA à « l'Organisation chargée de l'exécution » sont réputées faire référence au « Partenaire de réalisation ».

Le présent projet sera exécuté par le ministère de l'Environnement (MDE) avec le support du PNUD conformément à ses réglementations financières, règles, pratiques et procédures, seulement dans la mesure où elles ne contreviennent pas aux principes du Règlement financier et des Règles de gestion financière du PNUD. Lorsque la gouvernance financière d'un Partenaire de réalisation ne prévoit pas les mesures nécessaires pour garantir le meilleur rapport qualité/prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et une concurrence internationale effective, c'est la gouvernance financière du PNUD qui s'applique.

VIII. GESTION DES RISQUES

(Modalité d'exécution Nationale avec support du PNUD)

1. Conformément aux dispositions de l'Article III du SBAA, la responsabilité de la sécurité du Partenaire de réalisation et de son personnel et de ses biens, et de la propriété du PNUD sous la garde du Partenaire de réalisation, relève du Partenaire de réalisation. À cette fin, le Partenaire de réalisation :
 - a) Met en place un plan de sécurité approprié et veille à son administration, compte tenu de la situation en matière de sécurité dans le pays où le projet est réalisé;
 - b) Assume tous les risques et toutes les responsabilités liées à la mise en œuvre de la sécurité du Partenaire de réalisation et assure la mise en œuvre complète du plan de sécurité.
2. Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place et de suggérer que des modifications y soient apportées si nécessaire. Le défaut de mise en place et de mise en œuvre d'un plan de sécurité approprié tel que requis en vertu du présent document sera réputé constituer un manquement aux obligations du Partenaire de réalisation au titre du présent Document de projet.
3. Le Partenaire de réalisation convient de déployer tous les efforts raisonnables pour faire en sorte qu'aucuns des fonds du PNUD reçus en vertu du Document de projet ne soient utilisés pour financer des personnes physiques ou morales associées au terrorisme et à ce que les bénéficiaires de toute somme remise par le PNUD dans le cadre de ces dispositions ne figurent pas sur la liste administrée par le Comité du Conseil de sécurité établie en vertu de la résolution 1267 (1999), laquelle liste peut être consultée à https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list.
4. La durabilité sociale et environnementale du projet sera favorisée par l'application des normes du PNUD en la matière (<http://www.undp.org/ses>) et du mécanisme de responsabilisation connexe (<http://www.undp.org/secu-srm>).
5. Le Partenaire de réalisation est tenu : a) de mener les activités liées au projet et au programme en accord avec les normes du Gouvernement et du PNUD en matière sociale et environnementale, b) de mettre en œuvre tout plan de gestion ou d'atténuation élaboré pour le projet ou programme en conformité avec ces normes, et c) de s'employer de manière constructive et opportune à répondre à toute préoccupation et plainte émise par le biais du mécanisme de responsabilisation. Le PNUD veillera à ce que les communautés et autres parties prenantes au projet soient informées du mécanisme de responsabilisation et y aient accès.
6. Tous les signataires du Document de projet sont tenus de coopérer de bonne foi à toute activité d'évaluation des engagements ou de respect des normes sociales et environnementales du Gouvernement et du PNUD en rapport avec le programme ou projet. Ceci inclut l'octroi de l'accès aux sites du projet au personnel correspondant et aux informations et à la documentation.
7. Le Partenaire de réalisation prendra des mesures appropriées de prévention du mésusage des fonds, de la fraude ou de la corruption du fait de ses personnels officiels, des consultants, des parties responsables, des sous-traitants et des sous-bénéficiaires dans la réalisation du projet ou l'emploi des fonds du PNUD. Le Partenaire de réalisation veillera à ce que ses politiques de gestion financière et de lutte contre la corruption et la fraude soient en place et appliquées pour tous les financements reçus provenant du PNUD ou acheminés par l'intermédiaire de celui-ci.

DS

MF

DS

MRH

8. Les exigences énoncées dans les documents suivants en vigueur à la date de la signature du Document de projet s'appliquent au Partenaire de réalisation : a) la Politique du PNUD en matière de fraude et autres pratiques de corruption et b) les Directives relatives aux enquêtes du Bureau de l'audit et des enquêtes du PNUD. Le Partenaire de réalisation accepte les exigences énoncées dans les documents ci-dessus, qui font partie intégrante du présent Document de projet et sont disponibles en ligne à www.undp.org.
9. Au cas où il s'impose de procéder à une enquête, le PNUD a l'obligation d'enquêter sur tout aspect de ses projets et programmes. Le Partenaire de réalisation est tenu d'accorder sa pleine coopération, notamment en mettant à disposition le personnel et la documentation appropriée et en accordant l'accès aux locaux du Partenaire de réalisation (et à ceux de ses consultants, des parties responsables, des sous-traitants et des sous-bénéficiaires) à ces fins, à des heures et dans des conditions raisonnables ainsi que peut l'exiger l'objet de l'enquête. Au cas où l'exécution de cette obligation serait sujette à une limite, le PNUD consulte le Partenaire de réalisation pour trouver une solution.
10. Les signataires du présent Document de projet s'informent promptement les uns les autres de tout cas éventuel d'emploi inapproprié de fonds ou d'allégation crédible de fraude ou de corruption en respectant dûment la confidentialité de cette information.

Lorsque le Partenaire de réalisation a connaissance de ce qu'un projet ou une activité du PNUD fait, en tout ou en partie, l'objet d'une enquête suite à des allégations de fraude/corruption, il en informe le représentant résident/chef de bureau du PNUD, qui en informe promptement le Bureau de l'audit et des enquêtes (OAI) du PNUD. Le Partenaire de réalisation fournit des informations périodiques au responsable du PNUD dans le pays et à l'OAI sur le statut de ladite enquête et sur les actions y afférentes.

11. Le PNUD a droit à un remboursement de la part du Partenaire de réalisation de tous les fonds fournis qui ont été employés de manière inappropriée, notamment par fraude ou corruption, ou versés d'autre manière de façon non conforme aux dispositions du Document de projet. Cette somme peut être déduite par le PNUD de tout paiement dû au Partenaire de réalisation au titre du présent accord ou de tout autre. Le recouvrement de cette somme par le PNUD ne diminue pas ni ne limite les obligations du Partenaire de réalisation au titre du présent Document de projet.

Lorsque le partenaire de réalisation a connaissance de ce qu'un projet ou une activité du PNUD fait, en tout ou en partie, l'objet d'une enquête suite à des allégations de fraude/corruption, il en informe le Représentant Résident/chef de bureau du PNUD qui en informe promptement le Bureau de l'audit et des enquêtes (OAI) du PNUD. Le partenaire de réalisation fournit des informations périodiques au responsable du PNUD dans le pays et à l'OAI sur le statut de ladite enquête et sur les actions y afférentes.

N.B.: Le terme « Document de projet » employé dans la présente clause est à interpréter comme incluant tout accord subsidiaire pertinent au titre du présent Document de projet, et notamment les accords avec les parties responsables, sous-traitants et sous-bénéficiaires.

12. Chaque contrat émis par le Partenaire de réalisation en rapport avec le présent Document de projet doit comporter une disposition selon laquelle il ne saurait être accordé, reçu ou promis de redevances, gratifications, rabais, cadeaux, commissions ni autres paiements, si ce n'est ceux qui figurent dans la proposition, en rapport avec le processus de sélection ou de réalisation du contrat, et prévoyant que le bénéficiaire de fonds du Partenaire de réalisation est tenu de coopérer avec toute enquête et tout audit après paiement quels qu'ils soient.
13. Au cas où le PNUD s'adresserait aux autorités nationales compétentes pour entamer des actions juridiques appropriées concernant toute faute présumée en rapport avec le projet, le gouvernement veillera à ce que lesdites autorités nationales enquêtent activement sur l'affaire et prennent des mesures juridiques appropriées à l'encontre de toutes les personnes dont il aura été déterminé qu'elles ont participé à la commission de la faute, recouvrent les fonds et rendent tous les fonds recouvrés au PNUD.
14. Le Partenaire de réalisation est tenu de veiller à ce que toutes ses obligations énoncées dans la présente section à la rubrique « gestion des risques » soient transférées à chaque partie responsable, sous-traitant et sous-bénéficiaire et à ce que toutes les clauses de la présente section intitulées « clauses standard de gestion des risques » soient incluses, *mutatis mutandis*, dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus suite au présent Document de projet.

DS

MF

DS

MRH

